

# Dialogue pour l'entente et la justice : les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass

Publication finale des résultats du projet 2017-2018

# Impressum

DRA e.V.  
Badstraße 44  
D-13357 Berlin

Tel. +49 (0)30 446 680 12  
Fax. +49 (0)30 446 680 10  
[info@austausch.org](mailto:info@austausch.org)  
[www.austausch.org](http://www.austausch.org)  
[www.civilimplus.org](http://www.civilimplus.org)

Le projet "Dialogue pour l'entente et la justice: les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass"



Réalisé avec le soutien de Ministère des Affaires  
étrangères de la République fédérale d'Allemagne



Traduction: Guillaume Amouret

Ces opinions ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

Copyright © DRA 2018  
La reproduction de ce contenu est autorisée à condition de citer la source.

# Sommaire

|                                                                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Liste des acronymes                                                                                                 | 4  |
| Avant-propos                                                                                                        | 5  |
| 1. L'est de l'Ukraine : Alexander Hug sur les perspectives d'avenir dans le Donbass et le rôle de la société civile | 6  |
| 2. Le projet                                                                                                        | 10 |
| 3. Pourquoi ce projet est-il important                                                                              | 11 |
| 4. CivilM+ : son histoire, sa mission, ses activités                                                                | 14 |
| 5. Les domaines d'activité de CivilM+                                                                               | 17 |
| Cartographie du conflit                                                                                             | 17 |
| Dialogue et intégration                                                                                             | 17 |
| Suivi des négociations internationales                                                                              | 17 |
| Justice transitionnelle                                                                                             | 18 |
| Plaidoyer et sensibilisation                                                                                        | 20 |
| 6. Une variété d'actions : le rôle de la société civile dans la résolution du conflit                               | 20 |
| 7. La guerre en Ukraine et la société civile russe                                                                  | 25 |
| 8. Les membres fondateurs de la Plateforme                                                                          | 28 |

# Liste des acronymes

ATO – Anti-terrorist operation (OAT : opération anti-terroriste)

DNR – « République populaire de Donetsk »

DRA – Deutsch-Russische Austausch (Échange germano-russe)

JCCC – Joint Center for Control and Coordination (Centre commun du contrôle et de la coordination)

LNR – « République populaire de Lougansk »

MSO – Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine

OBNL – Organisme à but non lucratif

ONG – Organisation non-gouvernementale

OSC – Organisation de la société civile

OSCE – Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

PDI – Personnes déplacées internes

UHHRU – Union ukrainienne d'Helsinki pour les droits de l'homme (Ukrainian Helsinki Human Rights Union)

# Avant-propos



Cette brochure offre un aperçu du travail de la plateforme internationale CivilM+, pour la résolution du conflit armé dans l'est de l'Ukraine : ses objectifs, ses structures, ses membres fondateurs et ses priorités de travail. Cette plateforme a été créée en décembre 2017 dans le cadre du projet coordonné par le DRA « Dialogue pour l'entente et la justice: les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass » (2017-2018).

Le conflit armé dans l'est de l'Ukraine est l'un des événements majeurs survenus en Europe depuis 1990. L'ingérence politique de la Russie en Ukraine, le déclenchement d'un conflit armé et la création de deux républiques auto-proclamées dans les régions de Donetsk et de Lougansk ont forcé deux millions de personnes à fuir, causé plus de 10 000 morts et plusieurs milliers de blessés. Les accords de Minsk signés en septembre 2014 et renouvelés en février 2015 peinent à être pleinement mis en œuvre et le cessez-le-feu qui en constitue le premier point n'est toujours pas respecté.

Ce n'est que grâce à une action conjointe menée à plusieurs niveaux que les multiples défis soulevés par le conflit pourront être surmontés. Dès 2014, de nombreux activistes et représentants d'ONG ukrainiennes, russes et d'autres pays européens ont pris conscience de l'importance de s'unir et de renforcer le rôle de la société civile dans la résolution du conflit.

Le projet CivilM+ a été lancé en 2016 par le DRA en collaboration avec des ONG ukrainiennes, russes, polonaises et françaises. En privilégiant une approche multilatérale et interdisciplinaire, la plateforme entend apporter des solutions pour participer au rétablissement de la paix dans la région, soutenir le travail des ONG et s'assurer que le conflit reste au cœur de l'agenda politique européen. Alors que les élus ne semblent toujours pas en mesure

de proposer des solutions au conflit, les membres de la plateforme sont convaincus que c'est à la société civile de proposer des solutions adaptées à la situation des populations affectées par le conflit. La plateforme porte le nom de CivilM+ pour signifier que le rôle de la société civile doit aller bien au-delà d'un simple suivi indépendant des accords de Minsk. Il s'agit ici de la garantie de la sécurité des populations, d'enjeux humanitaires, de la liberté de circulation dans la région touchée par le conflit, d'un travail sur les mémoires et les discours controversés, d'un rôle de médiation pour faciliter le dialogue entre les parties au conflit, d'une observation de la situation dans son ensemble et en particulier ce qui concerne le respect des droits humains et de nombreux autres domaines majeurs.

Nous remercions tous nos partenaires et nos donateurs qui nous ont soutenu jusqu'ici, parmi lesquels figurent la fondation Marion Dönhoff, la fondation Friedrich Naumann, l'OSCE et tout particulièrement le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne qui, par son financement, a permis au projet de voir le jour.

*Stefan Melle,  
Directeur exécutif du DRA, Berlin,  
Octobre 2018*

# 1. L'est de l'Ukraine : Alexander Hug sur les perspectives d'avenir dans le Donbass et le rôle de la société civile

Alexander Hug, ancien chef-adjoint de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine (MSO) de mars 2014 à octobre 2018, a suivi le conflit armé de près depuis le début des affrontements. Au cours de ces quatre années et demi, M. Hug a appelé à plusieurs reprises à accorder plus d'attention au conflit, à s'efforcer de mieux protéger les habitants de la région et à mettre en œuvre les accords de Minsk.

DRA s'est entretenu avec Alexandre Hug à propos des perspectives et des besoins en matière de résolution de conflit, du rôle de la société civile en général et de celui de la plateforme CivilM+ plus spécifiquement, ainsi que de son propre engagement futur.

**M. Hug, la mission spéciale d'observation de l'OSCE vise à systématiquement documenter les incohérences dans la mise en œuvre des accords de Minsk et leurs violations. Comment pensez-vous que la société civile pourrait contribuer à résoudre le conflit dans le Donbass ? Dans quelle mesure remplit-elle déjà ce rôle et quelles sont les restrictions auxquelles elle est confrontée ?**

De manière générale, les solutions pour un règlement pacifique doivent être développées en concertation avec la société et avec les organisations de la société civile. La mise en œuvre d'une solution est plus efficace et durable



A. Hug lors des Discussions d'automne, Berlin, 2018. Photo tous droits réservés.

si tous les acteurs de la société peuvent s'y identifier. L'action des organisations internationales ne peut suffire dans la mise en œuvre de ce processus, elle doit être accompagnée également par le travail des communautés locales ce qui rend la participation de la société civile indispensable.

Un tel processus existe déjà dans le cadre de ce conflit, mais pas au point où tous les sujets développés par les élites politiques soient repris par la société dans son ensemble. De nombreuses personnes, notamment en Europe, se désintéressent du conflit. La société civile peut faire davantage pour sensibiliser le public international à la situation dans le pays.

**Pensez-vous que la société civile russe a un rôle particulier à jouer ?**

La responsabilité de résoudre ce conflit incombe clairement à Moscou, comme en témoigne son implication dans les différentes étapes des accords de Minsk. L'OSCE qualifie ce conflit de « crise en Ukraine et dans son voisinage », qui affecte directement ou indirectement la société russe. Pour que les solutions pour un règlement pacifique du conflit soient durables, celles-ci doivent être développées avec la participation de la société russe.

**Que peuvent faire les organisations de la société civile pour aider les populations des zones non contrôlées par l'Ukraine dans les Républiques populaires autoproclamées de Lougansk et de Donetsk ?**

C'est une question difficile car l'accès aux populations vivant au-delà de la ligne de front dans des zones non contrôlées par le gouvernement est limité. Mais contrairement à d'autres conflits similaires, une partie importante de la population civile traverse quotidiennement la ligne de contact et il est plus facile d'entrer en contact avec elle, de lui parler et d'assurer un dialogue entre les communautés des deux côtés de la ligne. Nous ne devons pas oublier non plus le rôle des médias et autres moyens de communication. Pour les populations vivant en zone contrôlée par le gouvernement, ces outils leur permettent de s'adresser aux habitants des zones non contrôlées par le gouvernement.

**Comment évalueriez-vous la situation des personnes dans les zones hors du contrôle du gouvernement ? De quoi ont-ils le plus besoin ? Est-il possible de les réintégrer et quelle serait la meilleure façon d'y parvenir ?**

Il est important de rappeler que les processus d'intégration et de réinsertion ne concernent pas uniquement les personnes vivant dans une partie du pays, mais bien les populations vivant des deux côtés de la ligne de contact.

Pour que le résultat soit durable, ce doit être un processus commun.

Les risques qui menacent la vie, le bien-être et l'accès aux biens matériels affectent particulièrement les personnes vivant à proximité de la ligne de front ou celles qui doivent la traverser pour aller à l'école, au travail ou rendre visite à leurs proches. Les gens m'ont souvent exprimé leur souhait que ce conflit prenne fin. Puis ils précisent qu'ils ne se reconnaissent pas dans ce conflit et ne comprennent pas les raisons pour lesquelles il se poursuit. C'est quelque chose que j'ai constamment entendu des deux côtés de la ligne de contact.

**Selon vous, quelle est la clé pour résoudre ce conflit ?**

Il va de soi qu'une solution globale et durable ne doit pas uniquement être trouvée sur la ligne de contact, mais doit être élaborée au sein des instances de décision, conformément aux étapes convenues dans les accords de Minsk. Ainsi la solution doit être recherchée à Moscou, à Kiev et dans certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk. Les signataires des accords de Minsk devraient veiller à la mise en œuvre des dispositions destinées à stabiliser la situation. C'est essentiel. Et tandis que la société civile doit accomplir sa tâche, une décision durable est une décision politique qui doit être prise par les centres de pouvoir à Moscou et à Kiev.

**Cela signifie que la société civile doit suivre les négociations internationales et la mise en œuvre des accords. Quel est le rôle de la société civile dans ces négociations ?**

Je suis convaincu que la société civile peut jouer un rôle important dans les négociations pour la paix. J'ai dit plus tôt que la mise en œuvre de mécanismes de résolution de conflits serait plus efficace si la société avait une compréhension commune de ces mécanismes. Il est extrêmement important et utile que la société civile participe à la mise en œuvre des décisions, de manière à ce qu'elles soient durables et efficaces.

**La société civile a-t-elle une chance réelle de contribuer à ces négociations en proposant des suggestions ou des idées ?**

Nous devons trouver un moyen d'impliquer la société civile afin de nous assurer que certains groupes ne soient pas privilégiés par rapport à d'autres. Cela nécessite une certaine coordination entre eux, et la communauté internationale peut jouer un rôle dans ce processus. La société civile doit être solide et soutenue (y compris financièrement). Je crois que les propositions et les idées de la société civile et de la population tout entière peuvent

trouver leur place dans ce format afin de diversifier la discussion sur la résolution de conflit.

Bien entendu, le rôle de la société civile pourrait consister à accroître sa participation à la prise de décision et à la mise en œuvre de mesures concertées, d'une part, et à s'assurer que les décideurs puissent être tenus responsables de leur application, d'autre part. Une telle participation garantirait que les négociations reposent sur les problèmes et les besoins des sociétés touchées directement par le conflit. La notion de garantie de mise en œuvre assurerait que la responsabilité de toutes les souffrances endurées ne puisse être seulement évoquée dans le but d'alimenter davantage le conflit.

**Vous connaissez l'initiative CIVILM + depuis sa création. Nous vous sommes très reconnaissants pour votre soutien. Selon vous, quel rôle dans le rétablissement de la paix ces plateformes pourraient-elles jouer avec la participation d'ONG ukrainiennes, russes et de pays tiers ? A quels accomplissements souhaiteriez-vous voir cette plateforme aboutir ?**

Je crois fermement que ce conflit ne peut être résolu que par le dialogue. Plus il y a de dialogue, et ceci quels que soient les sujets traités, plus il est probable que l'on trouve une solution. Les discussions tenues dans le cadre de la plateforme peuvent également aider à sensibiliser les personnes qui ne sont pas directement impliquées par le conflit. Les conflits sont souvent perçus comme une situation normale et non comme un problème à résoudre. Le dialogue que vous initiez dans le cadre de votre plateforme revêt une grande importance pour encourager ceux qui ont signé les accords de Minsk à continuer de s'acquitter de leurs obligations et à les informer sur la situation difficile que connaissent les personnes affectées par le conflit. L'importance d'assurer aux populations leur sécurité doit rester au cœur des discussions.

**Combien de temps pensez-vous sera-t-il nécessaire pour résoudre et surmonter le conflit ? Parlons-nous d'années voire de décennies ?**

L'arrêt des combats peut se faire en quelques heures seulement, comme la mission spéciale d'observation de l'OSCE a pu le constater à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Pour que de telles décisions soient prises et appliquées sur le terrain, nous avons besoin d'une réelle volonté politique. Toutes les procédures nécessaires à la mise en œuvre de ces solutions ont déjà été développées.

**Vous avez dit plus tôt que la population de la région ne se reconnaissait pas dans ce conflit. À qui revient ce conflit ?**

La responsabilité principale de mettre fin au conflit incombe à Moscou et à Kiev, comme en témoigne le rôle qu'ils ont joué dans les divers accords de Minsk. Le fait est que les signataires des accords de Minsk ont décidé conjointement de poursuivre leurs efforts pour résoudre le conflit et, le mot « conjointement » est le mot clé ici. Ce sont la Fédération de Russie, l'Ukraine et certaines parties des régions de Donetsk et de Lougansk, qui ont apposé leurs signatures en vertu de sept accords différents. Ils ont pris conscience de l'urgence de la situation.

**Est-ce que cela signifie qu'un compromis différent doit être trouvé ?**

La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine elle-même ne peuvent faire l'objet d'un compromis. Il est toutefois urgent de mettre en place un mécanisme permettant de remédier aux violations des accords de Minsk et poursuivre des personnes coupables de ces violations. Aussi, il est également nécessaire de développer des mécanismes de prévention de ces violations. À l'heure actuelle, de tels mécanismes ne sont pas prévus dans les accords de Minsk et, sans eux, il n'y a aucune responsabilité ni obligation de rendre compte de la non-application des accords de Minsk. Ainsi, les violations de ces accords restent encore trop souvent impunies. Quant à ceux qui alimentent le conflit près de la ligne de front, ils ne courent aucun risque puisqu'aucun mécanisme n'existe

pour les pénaliser. Ces mécanismes sont donc essentiels pour parvenir à une paix durable dans la région.

**Ayant été profondément engagé dans le processus de rétablissement de la paix dans le Donbass pendant plusieurs années, vous quittez votre poste au sein de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Pourrez-vous continuer à contribuer à ce processus ?**

Bien entendu, je suivrai de près la situation en Ukraine et, si cela m'est demandé, je partagerai mon expérience, chaque fois qu'il me le sera possible, afin de trouver une solution le plus rapidement possible. Je continuerai à soutenir l'Ukraine et les Ukrainiens de toutes les façons possibles.

*Interview: Stefan Melle/ Yuliya Erner (DRA)*

*Rédactrice: Polina Aronson*



L'assistance humanitaire arrive à un village près de la ligne de contact dans la zone contrôlée par le gouvernement. Photo : DRA, tous droits réservés.

« La plupart des décisions politiques ayant une incidence sur les processus du règlement du conflit dans le Donbass, ou contribuant à réduire ses conséquences négatives pour la population civile, suscitent des débats publics complexes non seulement en Ukraine, mais également à l'étranger. Ce sont ces discussions qui façonnent l'opinion publique et parfois la volonté politique de prendre des décisions. Elles peuvent à la fois contribuer à ou entraver les étapes ultérieures vers la résolution d'un conflit armé.

Les représentants de la société civile agissent souvent sur la base des principes des droits humains plutôt que des intérêts économiques ou d'un opportunisme politique. C'est pourquoi, de mon point de vue, toute décision politique ne sera pas légitimée si elle est prise sans tenir compte des opinions de la société civile, et par conséquent, elle ne sera pas suffisamment efficace pour solutionner l'ensemble des problèmes à résoudre, tant pendant le conflit qu'après son règlement pacifique. »

*Valeri Novikov, Centre régional de défense des droits humains « Alternative » de Lougansk (Ukraine)*

## 2. Le projet

L'association DRA a porté le projet « Dialogue pour l'entente et la justice: les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass » de janvier 2017 à juin 2018. L'**objectif principal** du projet visait à rassembler les efforts de la société civile pour participer à la résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine. Dès 2014, de nombreuses ONG d'Ukraine, de Russie et d'autres pays européens se sont lancées dans des initiatives pour lutter contre le conflit armé dans le Donbass. Dès lors, la mise en commun de leur savoir-faire, expérience, actions et activité de mise en réseau permettant d'accroître les effets de leur action, est devenue la priorité du projet.

Le projet « Dialogue pour l'entente et la justice: les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass » a abouti à la création de la plateforme internationale et indépendante CivilM+, dont l'objectif est de rassembler une large coalition d'organisations de la société civile et d'experts indépendants issus de différents pays pour participer au rétablissement de la paix dans l'est de l'Ukraine. La plateforme travaille sur un grand nombre de thématiques (voir également ch.5). L'établissement d'un climat de confiance entre les membres permettra d'établir une stratégie planifiée d'actions coordonnées, de renforcer la coopération en interne et ainsi de renforcer le rôle de la société civile dans le processus de résolution du conflit faisant du Donbass une région pacifique en Europe.

**Les principaux membres du projet** sont des acteurs des société civile ukrainienne, russe et européenne engagées dans plusieurs projets autour du conflit ainsi que des experts reconnus dans leurs pays pour leur travail dans le domaine de la protection des droits humains, le *peace-building* et bien d'autres causes.

Le projet était construit autour de cinq pôles d'activités principaux. La création de la plateforme internationale et indépendante CivilM+ pour les organisations de la société civile et les experts sur le conflit est peu à peu devenue l'objet central du projet.

La réintégration de la région du conflit et l'amélioration de la situation des personnes touchées par le conflit - notamment les personnes déplacées internes (PDI), les réfugiés, les familles des personnes disparues, les participants à l'ATO et leurs familles - sont étroitement liées au peacebuilding, aux droits humains, à la question de l'éducation, à l'action humanitaire et encore bien d'autres activités. Ainsi, l'échange de savoir-faire et d'expériences est primordial, tant au niveau local qu'international. Une autre part significative du projet réside dans la recherche et la documentation sur les meilleures méthodes d'action civique pour gérer les conséquences du conflit, ainsi que dans l'analyse des expériences acquises dans d'autres régions en conflit<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir le chapitre 6 « Une variété d'actions : le rôle de la société civile dans la résolution du conflit »



Donbas Lab, groupe de discussion, Varsovie 2017. Photo : DRA, tous droits réservés.

Pour coordonner les efforts des différents acteurs, le projet vise à établir *une stratégie d'action commune des organisations de la société civile* en faveur d'une résolution pacifique du conflit.

La stratégie du projet a trouvé sa finalité dans le développement de capacités spécifiques pour une action commune des organisations de la société civile provenant de divers pays et agissant dans des domaines d'activité divers.

Dans le cadre de ce projet, un travail d'information est également mené pour améliorer l'accès de la communauté internationale à une information sûre et objective au sujet de la situation en Ukraine et les processus de résolution du conflit. Il s'agit aussi d'inciter les hommes politiques des gouvernements européens à s'engager plus activement dans un dialogue avec les représentants de la société civile.

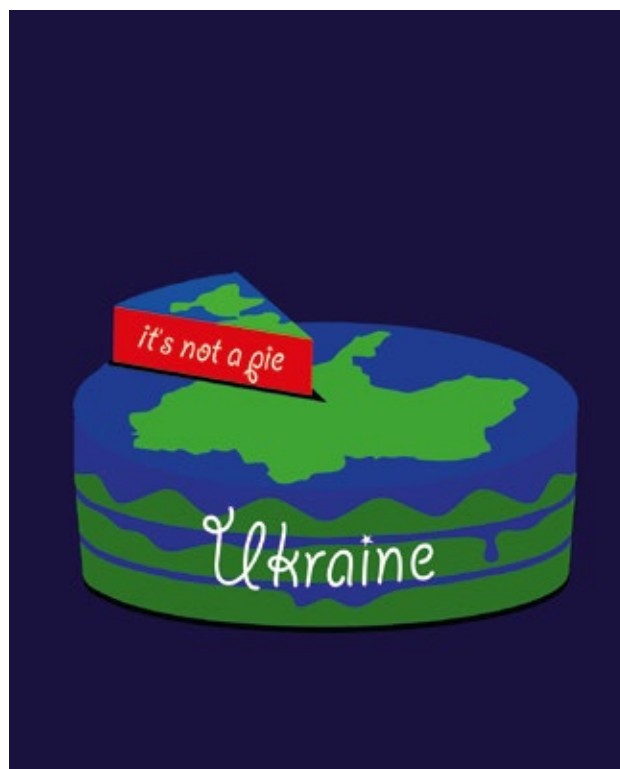
Le projet est financé par le Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

### 3. Pourquoi ce projet est-il important

Cela fait plus de quatre ans que dure le conflit dans l'est de l'Ukraine où se trouvent les républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk (DNR et LNR), soutenues par la Fédération de Russie. Il n'y a pour le moment aucun signe d'une issue éventuelle: les possibilités de résolution sont freinées par un manque de volonté politique de la part des pays participants aux négociations, et l'action diplomatique des institutions européennes reste insuffisante. Bien que les précédents cycles de négociations trilatérales à Minsk aient empêché une escalade du conflit, le cessez-le-feu durable n'est toujours pas respecté.

Le conflit a tué plus de 3 000 civils<sup>2</sup>, poussé plus d'un million et demi de personnes à quitter les territoires non contrôlés vers l'intérieur de l'Ukraine, forcé 185 000 personnes à fuir vers la Russie, et continue toujours de freiner les avancées démocratiques en Ukraine. Dans la région du Donbass, le développement économique et social a été considérablement freiné par le conflit.

Une société impactée par un conflit armé est susceptible de se fragmenter, de voir se développer en son sein une radicalisation des opinions, ce qui, par conséquent, fait



«Ukraine is not a pie » (l'Ukraine n'est pas une tarte), affiche de Design Duo PKV2, source : 4.stop-censorship.net.

d'elle une cible facile pour la manipulation politique. Elle se trouve alors confrontée à des traumatismes collectifs, la stigmatisation de divers groupes sociaux, un sentiment de déception vis-à-vis des institutions européennes, et de méfiance croissante envers les représentants politiques, ce qui rend la population plus vulnérable. Dès lors, il devient difficile d'envisager un retour à la paix dans la région. Par conséquent, les initiatives civiles pour discuter des perspectives d'avenir de l'Ukraine – avec le Donbass inclus – constituent une condition préalable importante, non seulement pour résoudre le conflit mais également pour consolider la démocratie dans le pays.

La société civile joue un rôle clef dans la résolution du conflit armé dans l'est de l'Ukraine et l'établissement d'une paix durable. Un grand nombre de membres d'ONG venant d'Ukraine, de Russie et d'autres pays européens apportent leur aide pour améliorer la situation de la population dans la région en conflit, et cherchent à restaurer un climat de confiance entre les communautés, une confiance minée par la guerre. Ils accordent une attention particulière à l'aide humanitaire ; au travail de documentation des crimes de guerre et des violations des droits humains ; à la formation des forces de l'ordre et du personnel militaire aux droits humains et à un travail de sensibilisation sur le conflit en Ukraine, à l'échelle nationale et internationale. Les questions relatives au *peacebuilding* comme la création d'espaces de dialogue

<sup>2</sup> [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineMay-August2018\\_RU.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineMay-August2018_RU.pdf)



Pavillon résidentiel détruit par un bombardement dans l'oblast de Donetsk. Photo : DRA, tous droits réservés.

pour la population touchée par le conflit mais également la sécurité, notamment la sensibilisation aux risques liés aux mines antipersonnelles et aux actions de déminage, constituent également une part importante du travail de ces acteurs. Bien souvent les ONG se spécialisent dans l'assistance à des groupes cibles comme les PDI, les enfants, les femmes, les anciens soldats et leurs familles, les proches des disparus, les prisonniers politiques ou les réfugiés.

Malgré leur riche expérience et expertise, leur motivation constante et leurs connaissances précises de la situation et des acteurs impliqués dans le conflit, il semble que le potentiel des organisations de la société civile ne soit pas exploité pleinement. Par manque de ressources logistiques et financières, mais également en raison du contexte difficile des relations entre les États concernés, des projets sont menés en parallèle sans qu'une action commune et des concertations mutuelles ne soient envisagées. Beaucoup d'ONG s'appuient seulement sur leurs propres ressources, contacts et savoir-faire.

Les représentants de la société civile qui travaillent sur le conflit dans le Donbass viennent de secteurs d'activité bien différents. Souvent, les approches employées par certaines organisations diffèrent et n'obtiennent pas une adhésion de la part de tous les collègues. La création d'une base de données commune pour recenser les crimes de guerre et les violations des droits humains est rendue difficile par les désaccords entre détenteurs de données qui peinent à convenir de règles communes pour l'utilisation des données collectées.

Il y a par ailleurs un manque de coopération entre les acteurs de la société civile et les structures étatiques. Le fossé se creuse entre sociétés civiles russe et ukrainienne, alimenté par des discours divergents sur les causes du conflit et les possibilités de le résoudre.

Pourtant, il existe une multitude d'exemples de coopération entre les acteurs de différents pays qui ont abouti à des succès notables dans le domaine du *peacebuilding* et de la défense des droits humains. Mais la création d'un programme d'action commune entre les ONG reste encore limitée par de nombreux obstacles liés à des conceptions divergentes du conflit et de la manière dont il doit être résolu.

Néanmoins, la mise en commun de connaissances, d'expériences et d'actions au travers du dialogue et du développement de points de convergences permettra de consolider les efforts de la société civile dans le processus de résolution du conflit et de restauration de la justice. Une coopération stratégique internationale étroite entre les ONG russes, ukrainiennes, d'autres pays européens et les structures internationales est fondamentale pour renforcer le rôle de la société civile dans la résolution du conflit dans le Donbass.

Il est donc nécessaire que la communauté internationale établisse les bases d'actions communes de la société civile (en particulier pour les représentants des ONG russes et ukrainiennes), et assure également l'assistance technique et méthodologique et l'échange commun de bonnes pratiques, avec entre autre une harmonisation du protocole de création d'une base de données commune.

« Je suis convaincu qu'aujourd'hui, il est très important de développer des opportunités de dialogue entre les sociétés ukrainienne et russe, ainsi qu'un dialogue au sein de la société ukrainienne entre les personnes originaires des territoires occupés (les personnes déplacées internes) et le reste du pays.

À première vue, le clivage semble beaucoup plus marqué que dans d'autres conflits, car nous ne voyons pratiquement pas d'espace pour un dialogue sur la paix. Cependant, cette impression est basée sur un discours officiel qui reproduit des perceptions et interprétations subjectives.

Néanmoins, sur le plan interpersonnel, le désir et la capacité de communiquer, de planifier et de construire un avenir commun sont très clairement visibles. La société partage ces aspirations dans une mesure beaucoup plus grande que nous le pensons. Le travail de la plateforme CivilM+ devrait viser à soutenir et à accroître le poids, la force et la visibilité d'une telle dynamique sociale. »

*Anne Le Huérou, Assemblée Européenne des Citoyens/AEC  
(France)*

## 4. CivilM+ : son histoire, sa mission, ses activités

La déclaration de création de la plateforme CivilM+ a été signée à Vienne au début du mois de décembre 2017. Cette plateforme vise à unir les forces de la société civile dans des domaines tels que la protection des droits humains, le peacebuilding, l'éducation, la diffusion de l'information, et l'intervention humanitaire avec pour objectif de participer au rétablissement de la paix dans les régions de Donetsk et Lougansk, en tant que territoires intégrés dans une Ukraine démocratique et une Europe unie. La plateforme cherche à impliquer les habitants vivant dans la zone du conflit, les réfugiés et les PDI au travers de ses activités.

La plateforme CivilM+ se base sur des valeurs démocratiques : le respect et la protection de la dignité humaine, le respect et la jouissance des droits et des libertés fondamentales, incluant la lutte contre les discriminations. Elle donne à ses membres l'opportunité de coopérer dans le cadre d'initiatives et de projets communs, de développer et de partager des positions communes, de profiter d'un soutien mutuel et d'un esprit de solidarité, de systématiser les connaissances, de renforcer leurs compétences et mieux coordonner leurs activités entre elles.

### Les missions principales de CivilM+ :

- développer la confiance et la coopération entre les organisations de la société civile de différents pays et dans plusieurs domaines d'activité ;
- observer et documenter les violations des droits humains, crimes de haine et crimes de guerre ;
- soutenir la société civile dans les pourparlers officiels de paix et renforcer l'influence des représentants de la société civile qui y participent ;
- impliquer les habitants, y compris les personnes déplacées, au processus de reconstruction de la région, et introduire les principes de la justice transitionnelle ;
- protéger les victimes de violations des droits humains, et assurer que leurs auteurs soient traduits en justice ;
- faciliter le dialogue entre les citoyens vivant dans la zone de conflit, mais aussi dans d'autres régions d'Ukraine, de Russie et d'autres pays pour accélérer le processus de paix en s'inspirant des méthodes de la diplomatie citoyenne ;
- encourager l'activité citoyenne dans la société, et y intégrer les personnes déplacées internes et les populations vivant dans les territoires non contrôlés par le gouvernement ukrainien dans les régions de Donetsk et de Lougansk ;
- sensibiliser le public au sujet du conflit dans le Donbass, à l'échelle régionale, nationale et internationale et travailler en coopération avec les médias ;
- assurer une communication et une coopération entre les acteurs de la société civile au niveau régional et international avec les institutions politiques, économiques, éducatives et les autres sphères ;



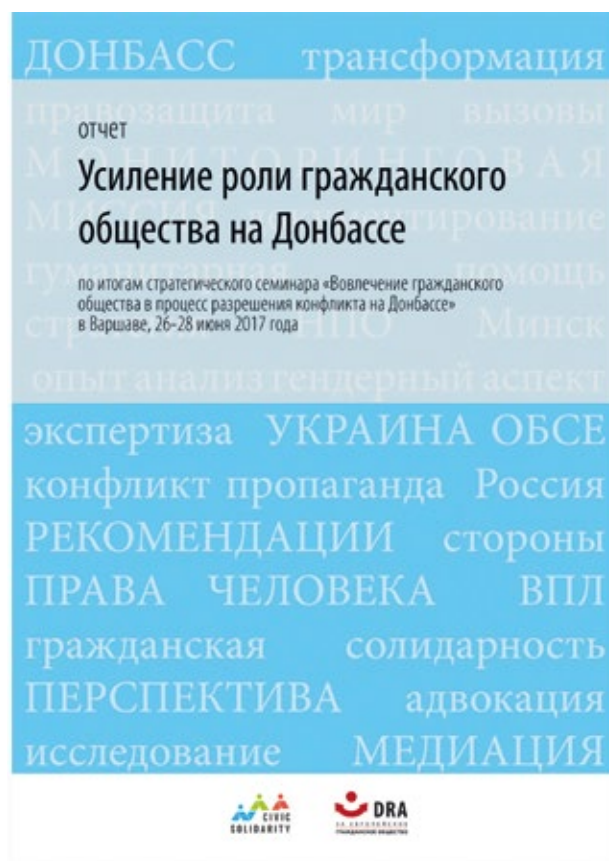
Membres fondateurs de CivilM+. Photo : DRA, tous droits réservés.

- garantir la transparence dans les processus de résolution du conflit ;
- lutter contre la désinformation, les discours de haine et les propos agressifs ;
- soutenir les projets, les programmes et les événements organisés dans le cadre des multiples activités de la plateforme ;
- organiser des événements pédagogiques et informatifs, des projets et des programmes pour renforcer le rôle des organisations de la société civile actives dans le processus de résolution du conflit dans le Donbass et qui contribuent à trouver des solutions aux problèmes cités ci-dessus.

Le travail préparatoire à la création de la plateforme a commencé en 2015. En mai 2016 s'est tenue la première réunion du groupe d'initiative, composé de militants de la société civile désireux de mener des actions croisées et d'apporter des solutions communes au conflit dans le Donbass. En novembre 2016, l'association DRA a invité près de 35 ONG à Berlin pour une première réunion de travail. Les premiers groupes de travail ont été créés pour poser les bases de plusieurs thématiques parmi lesquelles : la protection sociale, le fonctionnement des checkpoints sur le front ou encore le suivi des négociations internationales. Au cours de l'année 2017, plusieurs réunions dudit « groupe d'initiative » ont eu lieu, auxquelles ont participé des représentants de la société civile internationale. Au cours de ces rencontres, les valeurs communes du projet, les règles et les principes de la Plateforme ont été posés et les responsabilités de chacun ont été analysées. Les activités principales et les questions sensibles ont été abordées en priorité pour que CivilM+ devienne un espace de confiance et de coopération. Il s'agissait d'un défi majeur pour les représentants venant des pays impliqués dans le conflit.

Le séminaire stratégique tenu à Varsovie en juin 2017 et organisé conjointement par la « Platform for Civil Solidarity » (Plateforme pour la solidarité civile) et l'OSCE/BIDDH, fut une étape importante dans l'histoire de CivilM+. 40 représentants de la société civile et plus de 15 officiels de plusieurs États et de l'OSCE ont abordé, au sein de groupes de travail thématiques, différents aspects du conflit. Au terme de trois jours de travail, des recommandations pour les activités futures des organisations civiles et des institutions internationales ont été formulées. La déclaration officielle de la Plateforme a été signée en décembre 2017 à Vienne. 12 organisations civiles - six ukrainiennes, trois russes, deux françaises et une allemande - sont alors devenues co-fondatrices de la Plateforme.

Depuis décembre 2017, le bulletin « Pulse for Peace in Donbass » est diffusé mensuellement. Il permet à ses lecteurs de suivre les dernières actualités du conflit, les événements politiques, la situation générale dans



« Renforcer le rôle de la société civile dans le Donbass », rapport sur les résultats du séminaire tenu à Varsovie en juin 2017. Photo : DRA, tous droits réservés.

la région du conflit ainsi que les dernières initiatives juridiques. L'accent est porté sur le travail effectué par la société civile en Ukraine, en Russie et plus largement pour surmonter les conséquences de la guerre dans l'est de l'Ukraine (voir Ch. 6).

## Il existe deux façons de participer à la plateforme CivilM+ :

- être membre à titre informatif pour recevoir des informations, participer aux événements et groupes de travail de la Plateforme, signer les déclarations faites au nom des membres de la Plateforme ;
- être membre actif à part entière pour avoir en plus le droit de vote pour toutes les décisions concernant les activités de la Plateforme.

Pour devenir membre de la Plateforme, une organisation ou un expert doit obtenir le soutien de deux membres déjà actifs de la Plateforme.

La structure de la Plateforme inclut le Forum, c'est-à-dire l'assemblée générale des membres actifs ; le Conseil de coordination responsable des décisions opérationnelles

# Structure CivilM+



et de l'organisation de la stratégie de la Plateforme ; le Conseil de contrôle pour s'assurer du respect des règles de la Plateforme et le secrétariat qui s'occupe des membres et des groupes de travail. Les membres de la Plateforme peuvent créer de nouveaux groupes de travail, à la condition qu'ils réunissent au moins un représentant ukrainien, un russe ainsi qu'un autre venant d'un pays tiers afin de maintenir un équilibre dans les prises de décisions.

Assurer la sécurité de tous ses participants est un principe essentiel de la Plateforme.

*Plus de détails sur la plateforme CivilM+ :*  
<https://www.civilmplus.org/fr/>

## 5. Les domaines d'activité de CivilM+

Les participants ont défini 5 objectifs stratégiques prioritaires pour les activités de 2018 à 2020.

### Cartographie du conflit

Les membres de CivilM+ ont reconnu la nécessité de rassembler des éléments d'informations sur le conflit, le contexte dans lequel il s'inscrit, ses acteurs, les processus à l'œuvre, et d'assurer l'accès de ces informations à toutes les personnes intéressées.

Dans le cadre de cette thématique de travail, il s'agit d'identifier les acteurs et les groupes impliqués à différents niveaux dans le conflit dans le Donbass et d'identifier leurs motivations et les interactions qu'ils entretiennent, leurs influences, leurs intérêts, leurs craintes et leurs attentes. À partir de cette base sera élaborée une vision commune des corrélations qui existent entre les décisions prises, les actions menées et les événements liés au conflit dans le Donbass. Elle constituera une base pour définir le plan d'action de CivilM+ ainsi que pour les recommandations faites aux parties prenantes au processus de résolution du conflit.

Ce groupe de travail composé d'individus issus des milieux académique, expert et des ONG permettra une compréhension plus complète et plus diverse des problèmes engendrés par le conflit.

### Dialogue et intégration

Au travers de ses activités, la plateforme CivilM+ a pour but de contribuer à la réintégration des déplacés internes et de la population affectée par le conflit ainsi qu'à l'établissement de liens entre les parties prenantes au conflit.

Au cours des dernières années, le contexte de guerre a participé à faire naître un sentiment de méfiance et d'hostilité entre les populations des deux côtés de la ligne de front, participant à un ralentissement des coopérations entre les sociétés civiles russe et ukrainienne. La baisse des échanges économiques, l'endommagement des infrastructures de transport ainsi que le franchissement de la ligne de contact rendu difficile met à l'épreuve l'établissement d'un dialogue entre les populations. En Russie comme en Ukraine, il existe un risque réel de manipulation de l'information à toutes les échelles de la société, souvent caractérisé par l'utilisation d'un vocabulaire issu du registre de propagande (utilisation de termes stigmatisant comme « terroristes », « nationalistes »,...). Les conséquences d'une instrumentalisation de l'information sont nombreuses et participent au développement d'un sentiment d'exclusion d'une grande partie de la population vivant dans les territoires non contrôlés, ne se sentant plus les bienvenus dans leur pays.

Promouvoir l'interaction entre représentants des parties en conflit permettra de créer les conditions favorables à une meilleure compréhension et une confiance mutuelle qui motivera les participants à mener des activités conjointes et à s'engager dans des initiatives locales communes.

### Suivi des négociations internationales

Le succès des négociations internationales pour la paix dépend en grande partie de la manière dont les décisions prises peuvent être concrétisées et soutenues dans leur mise en œuvre par les acteurs du conflit. Chacun des formats de négociation existant pour le Donbass - le format Normandie, les rencontres entre l'Ukraine, la Russie et le groupe de contact trilatéral de l'OSCE, le Centre commun du contrôle et de la coordination (Joint Center for Control and Coordination ou JCCC) du cessez-le-feu et de la stabilisation de la ligne de front entre les parties, la négociation bilatérale entre les États-Unis et la Russie - montrent des particularités et des limites. La « feuille de route » n'a pas été développée au bout de presque deux années de travail du format Normandie, les documents développés par le groupe de contact trilatéral ne font pas état d'une « feuille de route », et il n'existe pas de mandat clair pour le JCCC.

Le contenu des accords de Minsk en particulier offre amplement matière à débat. Quels sont les besoins, les chances et les limites qui doivent être pris en considération lors de la prise d'une décision politique de sorte que le processus de mise en œuvre et la responsabilité politique soient assurés ?

Le suivi des négociations et du processus de (non) mise en œuvre va de pair avec un autre travail thématique de CivilM+. Une vision commune des mesures sera élaborée pouvant influencer de manière constructive sur la transformation pacifique du conflit. Des recommandations faites aux participants aux négociations internationales refléteront le manque de clarté de la stratégie de mise en œuvre, qui produisent une perception négative du mécanisme dans la société ukrainienne et pave le chemin à une instrumentalisation politique de ces questions.

## Justice transitionnelle

Il est indispensable de penser des solutions viables pour une coexistence pacifique des sociétés concernées par le conflit dans l'avenir, même s'il n'est pas possible aujourd'hui de mettre un terme à la violence armée dans l'est de l'Ukraine. Le terme de « justice transitionnelle » met en évidence les liens complexes qui unissent le travail légal, la recherche de vérité et la réconciliation.

La justice transitionnelle est conçue pour restaurer de façon simultanée la dignité des victimes, bâtir progressivement une confiance mutuelle entre les groupes concernés par le conflit et contribuer aux changements institutionnels nécessaires à l'établissement de nouvelles relations dans la société. Ceci est requis pour ré-établir l'État de droit en refusant les pratiques qui permettraient une impunité totale ou partielle. Le contrôle des violations des droits humains tient une place importante dans le développement du concept de justice transitionnelle.

Dans le contexte des nombreuses violations des droits humains et du droit humanitaire international constatées au cours du conflit dans le Donbass, un travail important a déjà été effectué concernant la documentation des crimes de guerre et des victimes. En considérant la situation en Ukraine et les expériences internationales d'autres conflits, le groupe de travail sur la justice transitionnelle débute par un classement systématique des connaissances et de l'expérience en matière de poursuite légale des criminels de guerre, des mécanismes de lustration, et aussi de classification et de réparation du préjudice des victimes. En participant parallèlement au travail d'analyse et de contrôle, CivilM+ promeut le développement et l'application du concept de justice transitionnelle pour l'Ukraine.



Dans les rues de Slaviansk. Photo : DRA, tous droits réservés.

« Dans la zone préfrontale, la population connaît un stress psychologique grave. Le niveau de violence domestique est élevé, les enfants sont victimes d'agressions. Les conflits entre parents et enfants sont fréquents en raison du fait que les parents sont occupés par des problèmes quotidiens de survie. Nous constatons une absence de cohésion au sein de la famille. Et il n'y a nulle part où aller pour obtenir de l'aide psychologique de manière régulière. Les fonctionnaires répondent: Nous penserons à ce qu'il est nécessaire de faire une fois que le conflit aura pris fin. »

*Nadejda Khomenko, Pays des citoyens libres  
(Ukraine)*

## Plaidoyer et sensibilisation

Bien que de nombreux acteurs soient informés de la situation et des initiatives civiles qui existent dans le Donbass, l'accès du public à une information sûre et objective est difficile. Par ailleurs, toutes les parties prenantes au conflit semblent avoir usé de la désinformation, ayant un effet direct sur l'opinion publique dans différents pays.

CivilM + s'est fixé comme rôle de collecter, de systématiser et de diffuser des données fiables et équilibrées sur le conflit à l'est de l'Ukraine aux États et également à la communauté internationale. En outre, la Plateforme cherche à impliquer les décideurs des pays européens dans le processus de résolution du conflit. Un travail de recherche et de documentation des pratiques pour surmonter les conséquences de ce conflit, ainsi que l'analyse des possibilités de les mettre en œuvre a lieu. Ces mesures devraient contribuer à renforcer le travail des acteurs œuvrant pour la paix dans la région.

Une prise de conscience plus forte du conflit dans les sociétés européennes et la lutte contre la propagande contribueront à accroître le rôle de la communauté internationale dans le processus de résolution du conflit, en particulier celui de la Fédération de Russie.



Compétition de hockey sur table pour les enfants venant de la région affectée par le conflit, 2018. source : page facebook de « Kraina vilnykh liudey ».

## 6. Une variété d'actions : le rôle de la société civile dans la résolution du conflit

Dès le début des affrontements dans l'est de l'Ukraine, des initiatives de paix sont apparues à plusieurs échelles de la société. Au niveau local, de telles initiatives furent souvent entreprises par des militants qui n'avaient auparavant aucune ou peu d'expérience dans le domaine. À un niveau plus professionnel, des organisations qui travaillent sur les thématiques des droits humains ou du rétablissement de la paix ont engagé de nouvelles actions pour surmonter les conséquences du conflit.

Aujourd'hui, des organisations ukrainiennes opérant en territoires non contrôlés ou contrôlés par le gouvernement ukrainien, ainsi que des organisations d'autres pays européens, y compris la Russie, sont actives.

Il y a un large éventail de formats, de thèmes abordés et de niveau d'activité de ces organisations civiles.

Des actions publiques et des manifestations visant à une plus grande prise en compte des questions soulevées par le conflit en cours et par la situation de ceux qu'il affecte se multiplient. La situation des personnes déplacées est l'un des thèmes les plus fréquemment abordés lors de ces actions. En raison d'un certain consensus sur ce sujet obtenu par diverses organisations, elles sont le plus souvent organisées par un groupe d'ONG.

Par exemple, en septembre 2017, plusieurs organisations ont préparé une manifestation publique intitulée « La Boule de neige des problèmes des personnes déplacées internes. Une quatrième année sans dégel » afin de rappeler aux ministres ukrainiens que les problèmes des personnes déplacées ne sont pas résolus et se sont accumulés comme une boule de neige. Parallèlement, afin de rendre le travail des organisations publiques plus visible au grand public, des consultations juridiques publiques gratuites ont été mises en place au début de cette manifestation<sup>3</sup>. En mars 2018, l'action « Les électeurs invisibles » s'est tenue près de la Verkhovna Rada, où les participants ont exigé l'adoption du projet de loi sur le droit de vote des personnes déplacées internes.<sup>4</sup>

Ces manifestations publiques sont souvent consacrées à la situation des prisonniers politiques. En mars 2018, des actions en faveur de Denis Bakholdin, un militant russe pacifiste actuellement accusé d'avoir participé à l'opé-

3 <https://hromadske.radio/ru/podcasts/kyiv-donbas/snezhnyy-kom-problem-pochemu-pereselency-mitingovali-pod-kabminom>

4 <http://vpl.com.ua/uk/news/4673/>



Distribution d'aide humanitaire, est de l'Ukraine, 2017. Photo : DRA, tous droits réservés.

ration anti-terroriste du côté ukrainien, ont eu lieu dans plusieurs pays. Le format de ces actions a varié selon la situation de ces pays. Par exemple, à Moscou, elles se sont déroulées sous forme de piquets individuels ne nécessitant pas de déclaration préalable aux forces de l'ordre. À Kiev, une action de solidarité a eu lieu devant l'ambassade de la Fédération de Russie et a attiré une attention considérable des médias<sup>5</sup>. En février 2018, une action de solidarité et de soutien en faveur des prisonniers politiques ukrainiens « 26 minutes pour les prisonniers du Kremlin », organisée conjointement par des organisations ukrainiennes et internationales, s'est déroulée à Kiev<sup>6</sup>. En mai 2018, une action similaire s'est tenue visant à influencer les autorités ukrainiennes pour renforcer leur implication dans l'aide aux prisonniers politiques se trouvant en Russie et sur le territoire de la Crimée occupée<sup>7</sup>.

On observe moins d'événements consacrés directement au dialogue entre sociétés russe et ukrainienne, en raison d'un soutien moindre accordé à ce sujet. En février 2018, les habitants de Saint-Petersbourg ont félicité les Ukrainiens à l'occasion de l'anniversaire de la « révolution de la

dignité » et ont déposé des fleurs devant le bâtiment du consulat général d'Ukraine<sup>8</sup>.

Les organisations publiques déploient des efforts considérables pour fournir une assistance humanitaire aux victimes durant le conflit. Plusieurs ONG spécialisées dans ce domaine d'activité ont établi des contacts avec des initiatives caritatives européennes. Ainsi, par exemple, la fondation caritative « Vostok-SOS » a effectué environ une cinquantaine de voyages humanitaires dans les parties libérées du Donbass, concentrant son intervention principalement dans les petites localités, où l'assistance des grandes organisations ne parvient pas toujours.<sup>9</sup>

La fourniture d'une aide humanitaire prend généralement la forme de distribution de bons d'échange, par exemple 5 500 familles vulnérables ont reçu des bons pour des produits divers en 2018 de l'ONG « Pays des citoyens libres »<sup>10</sup>. La mission humanitaire « Proliska » opère sur toute la ligne de contact depuis 2014. Elle fournit une

5 <https://freedenis.org/2018/03/11/globalsolidarity10032018/>

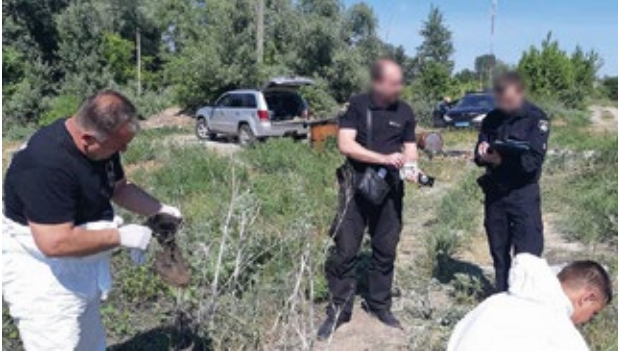
6 <https://ru.krymr.com/a/photo/29063741.html>

7 [https://humanrights.org.ua/material/na\\_bankovij\\_proveli\\_akciju\\_shhodo\\_zvylennjia\\_sencova\\_ta\\_vsih\\_branciv\\_kremlja\\_chogo\\_vimagali\\_vid\\_vladi\\_aktivisti](https://humanrights.org.ua/material/na_bankovij_proveli_akciju_shhodo_zvylennjia_sencova_ta_vsih_branciv_kremlja_chogo_vimagali_vid_vladi_aktivisti)

8 <https://www.svoboda.org/a/29055162.html>

9 <http://vostok-sos.org/49-ya-gumanitarnaya-poezdka-vostok-sos-osvobozhdenne-goroda/>

10 [https://www.facebook.com/ngocfp/videos/2063054850691635/?\\_\\_xts\\_\\_%5B0%5D=68.ARCG8HwwzmrKmzVljQ3XQ2XTXLiFYfo50nfVdY0J8rhAwa5qxw0RILNt3gJ1-bA9dGy1tICZWJ-sS1ME3bR4L68bLKeUXuRt81ZDp4\\_lInYy\\_z5hXQVHhJmdKtE20-akQOK2ZS9SvEzbrzWICgq3AIUS2\\_-WlcwmYktWbE3pYL3i1FCjzMw&tn\\_\\_=-R](https://www.facebook.com/ngocfp/videos/2063054850691635/?__xts__%5B0%5D=68.ARCG8HwwzmrKmzVljQ3XQ2XTXLiFYfo50nfVdY0J8rhAwa5qxw0RILNt3gJ1-bA9dGy1tICZWJ-sS1ME3bR4L68bLKeUXuRt81ZDp4_lInYy_z5hXQVHhJmdKtE20-akQOK2ZS9SvEzbrzWICgq3AIUS2_-WlcwmYktWbE3pYL3i1FCjzMw&tn__=-R)



Travail de recherche, 2018.  
Source : page facebook de Cherniy Tiulpan.



Discussion sur les pratiques internationales pour répondre au problème des personnes déplacées. Est de l'Ukraine, 2017.  
Photo : DRA, tous droits réservés.

assistance humanitaire à divers groupes dans le besoin et traite également des problèmes d'évacuation<sup>11</sup>.

La restauration des infrastructures dans le Donbass est également réalisée avec la participation active d'organisations publiques comme, par exemple, la reconstruction d'écoles situées près de la ligne de front. Les visites de ces écoles ont été effectuées par la fondation caritative « Vostok-SOS »<sup>12</sup>. Il en est de même de la construction de terrains de jeux dans les villes proches de la ligne de front réalisée par des volontaires du projet « Tumbler »<sup>13</sup> de Russie et d'Ukraine. Le projet « Construire ensemble l'Ukraine », en plus de restaurer ou de créer des infrastructures, est spécialisé dans la création de réseaux de communications entre les citoyens ukrainiens des régions de l'est et de l'ouest<sup>14</sup>. Des événements visant à une réelle prise de conscience partagent le même objectif d'établir un dialogue. Le « festival des opinions » est par exemple est une plateforme annuelle de rencontres organisée chaque année pour les territoires de Lougansk et de Donetsk contrôlés par le gouvernement ukrainien et offre à la population locale une tribune pour débattre de la situation locale et partager les idées pour l'influencer.<sup>15</sup>

Certaines organisations publiques ont concentré leur action sur certaines catégories de victimes du conflit militaire. Par exemple, la mission humanitaire « Tulipe noire » est engagée dans la recherche, l'exhumation et l'inhumation des personnes tuées au cours de l'ATO (opération anti-terroriste). Elle apporte également un soutien aux

proches de ces victimes et se préoccupe en outre du sort des personnes disparues et des prisonniers.<sup>16</sup>

L'Union ukrainienne d'Helsinki pour les droits de l'homme (Ukrainian Helsinki Human Rights Union ou UHHRU), en plus d'autres activités, met en œuvre le projet « Carte de mémoire » établissant le lieu et les circonstances de décès de divers participants au conflit.<sup>17</sup>

Diffuser des informations sur la situation de la zone en guerre est un devoir essentiel des organisations de la société civile qui aide à rendre plus audible la voix des citoyens ordinaires. En 2017, une série d'événements appelés « cuisine partagée » a eu lieu à Kiev<sup>18</sup>, Saint-Petersbourg et Voronej<sup>19</sup> pour célébrer la Journée internationale de la Paix. Au cours d'un repas réunissant des Ukrainiens et des Russes, chacun pouvait poser des questions sur la situation dans leur pays respectif, partager leurs expériences personnelles et proposer des moyens de résoudre le conflit. Parmi les organisateurs de ces événements figuraient l'initiative anti-guerre « Lights of Eirena » et l'ONG « Almenda ».

À Saint-Petersbourg, l'initiative « Open Space » a organisé en mai 2018 une rencontre avec l'anthropologue Vadim Lurie et une présentation de ses photographies « Voyage dans le Donbass et retour »<sup>20</sup>. En janvier 2018, un débat a eu lieu à Kiev : « Existe-t-il une société civile dans la région en conflit ? », au cours duquel des organisations travaillant

11 <https://www.facebook.com/proliskamission/>

12 <http://informator.media/archives/295108>

13 <https://www.facebook.com/tumbler.ua>

14 <http://bur.lef.org.ua>

15 [https://m.facebook.com/story.php?story\\_fbid=328401834371749&id=944953885556987](https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=328401834371749&id=944953885556987)

16 <http://ru.unm.org.ua>

17 <http://memorialmap.org/about>

18 <http://almenda.org/den-mira-vo-vremya-voyny/>

19 <https://www.facebook.com/lights.of.eirene/posts/1468949609856501>

20 <https://www.facebook.com/events/171000696920826/>

« Tout est d'égale importance quand on se réfère au conflit: à la fois les raisons de son apparition, les raisons de son escalade et le contexte qui l'a rendu possible. Mais pour la résolution du conflit, il y a un seul facteur important: ce sont les personnes qui en sont parties prenantes. Les acteurs qui y participent, aggravent ou diffusent la situation de ce conflit, ceux qui sont simplement inactifs, désorientés par une suite d'événements qui se succèdent tout au long du conflit et ceux qui s'efforcent d'instaurer un dialogue. Les organisations publiques ne deviendront jamais des États en termes de système, de responsabilité et de représentativité, mais elles peuvent œuvrer dans ces domaines lorsque des solutions politiques demeurent impossibles à trouver au niveau de l'État. Elles peuvent proposer et tester des solutions à petite échelle que les États ne peuvent prendre le risque de tenter, par manque de souplesse et besoin d'accord à différents niveaux. Les initiatives publiques, les groupes de volontaires, les organisations de rétablissement de la paix, les défenseurs des droits humains - toutes ces formes de représentation de la société civile sont beaucoup plus neutres, plus souples dans leurs méthodes et plus efficaces dans les possibilités de partage d'expérience. C'est pourquoi ils travaillent là où les organismes gouvernementaux, qui tentent de réagir en système, accusent un retard de plusieurs années sur la pertinence de leurs actions.

Mais le plus important, c'est que toutes ces initiatives reposent sur des personnes - ce qui constitue le principal facteur de résolution des conflits, car chaque personne représente une occasion de nouer un dialogue, d'appliquer une expérience non conventionnelle et possède tout simplement une énorme motivation pour travailler à la résolution du conflit. »

*Olexandra Romantsova, Centre des libertés civiques (Ukraine)*



Pièce de théâtre « la guerre est proche ». Photo : Teatr.doc, tous droits réservés.

dans le Donbass ont présenté leur travail et leurs projets futurs.<sup>21</sup>

Les activistes et les initiatives civiles débattent également des moyens d'accéder à la paix. En septembre-octobre 2017, une marche contre la guerre « Aucune violence »<sup>22</sup> a réuni 200 participants et des actions parallèles se sont déroulées à Saint-Petersbourg<sup>23</sup>. L'ONG « Association pan-ukrainienne des parents des disparus et des morts »<sup>24</sup> contribue à l'organisation de réunions de mères de soldats ukrainiens tués et disparus et de soldats qui ont combattu aux côtés des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk.

Les militants de la société civile utilisent souvent des méthodes créatives pour transmettre leurs points de vue. En mars 2018, la pièce documentaire anti-guerre en trois parties sur les événements dans le Donbass, la Crimée et la Syrie « La guerre est proche »<sup>25</sup> a été jouée par Teatr. Doc à Moscou.

Le roman graphique « Carrefours. Neuf histoires sur la guerre et la violence », réalisé par huit organisations civiles ukrainiennes en coopération avec trois ONG d'Europe occidentale a été présenté au public fin octobre 2017.<sup>26</sup>

Les projets éducatifs internationaux visant à une meilleure prise de conscience peuvent être un moyen utile pour permettre aux organisations publiques de savoir ce qui se passe dans ce conflit armé et d'échanger cette expérience avec d'autres pays qui vivent une situation comparable avec pour but ultime le développement d'outils efficaces d'influence aux mains des organisations civiles. Ainsi, un projet dans le cadre de l'action menée par l'« Échange germano-russe » (DRA)<sup>27</sup> a notamment permis de concevoir six campagnes d'information en 2018 dans différentes régions d'Ukraine pour prévenir les violences domestiques, conséquentes à la guerre. Les membres du Centre régional de défense des droits humains « Alternative » de Lougansk, ainsi que d'autres organisations membres de la coalition « Justice pour la paix dans le Donbass » utilisent l'expérience de maintien

21 <http://vostok-sos.org/v-kyievi-projshla-zustrich-chy-ye-gromadyanske-suspilstvo-v-regioni-konfliktu/>

22 <http://youngspace.ru/aktsionizm/klouny-militaristy/>

23 <https://www.facebook.com/lights.of.eirene/posts/1465842710167191>

24 <https://www.radiosvoboda.org/a/materi-soldat-marinka/29222978.html>

25 <http://teatrdoc.ru/events.php?id=179>

26 <http://uacrisis.org/ua/61888-crossroad-nine-stories-about-war-and-violence>

27 <https://www.austausch.org/novosti-detali/startovali-shest-iz-semi-informacionnyx-kampanij-po-preduprezhdeniju-domashnego-nasilija-obuslovlennogo-posledstviami-voyny/>

de la paix acquise par leurs collègues des Balkans<sup>28</sup>. Le projet « The Power of Goodness »<sup>29</sup> (Force de bonté) est consacré au peacebuilding et aux outils de communication non violente destinés aux enseignants et aux étudiants. Il a été mis en œuvre en Ukraine par le groupe de médiation régional d'Odessa, en coopération avec des collègues de Tchétchénie en Russie.

Un grand nombre d'organisations à la fois russes et ukrainiennes se spécialisent dans le domaine juridique. Une aide directe - par exemple un conseil juridique pour les réfugiés fourni par le « Civic Assistance Committee », une ONG en Russie<sup>30</sup>, et la rédaction d'une nouvelle législation figurent parmi les outils utilisés pour traiter des questions juridiques liées à la guerre. Le projet de loi « Sur le pardon », qui propose des modifications dans le Code pénal et le Code de procédure pénale ukrainien, ainsi que la réglementation de la procédure de pardon et des critères de son application aux personnes qui ont commis des infractions mineures ou modérées liées à un conflit militaire, est en cours d'élaboration en Ukraine par l'équipe du Centre de désoccupation et de réintégration du mouvement social pan ukrainien « Power of law » (Pouvoir du droit).<sup>31</sup>

Un certain nombre d'organisations civiles s'emploient à recueillir des informations et à suivre les questions liées aux actions militaires dans l'est de l'Ukraine. Ce travail est souvent effectué de manière conjointe. Le respect des droits humains observé par la coalition de « Justice pour la paix dans le Donbass », les publications du UHHRU sur des questions spécifiques telles que la violation des droits sociaux des personnes déplacées internes, ainsi que le monitoring du Groupe pour les droits de l'homme de Kharkiv peuvent être mentionnés comme des exemples de ces activités.

Nul doute que toutes les ONG travaillant avec les victimes du conflit contribuent au retour de la paix dans la région. Elles concourent également à l'amélioration des conditions de vie sur le terrain et, peut-être, à une meilleure compréhension des besoins et des aspirations des couches les plus vulnérables de la population.

## 7. La guerre en Ukraine et la société civile russe

L'État russe est l'acteur central du conflit. Compte tenu de la grande influence des médias sur la formation de l'opinion publique, on peut supposer qu'une description pluraliste et impartiale du conflit armé dans l'est de l'Ukraine permettrait à la société russe de mieux comprendre les particularités des relations russo-ukrainiennes actuelles, d'évaluer l'implication des différentes parties prenantes au conflit et les possibilités de le surmonter.

Dans le cadre du projet « Dialogue pour l'entente et la justice: les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass », le rapport sur la représentation de la guerre du Donbass dans la Fédération de Russie a été publié à l'automne 2017. Le texte « Conflit armé dans le Donbass dans la presse russe » reflète les résultats de l'analyse de journaux russes sélectionnés entre le 1er avril et le 30 juin 2017.

Les médias, tant publics que privés, constituent la principale source d'information sur le conflit armé dans l'est de l'Ukraine pour les citoyens russes. Pour ceux qui n'ont pas la possibilité de se faire leur propre opinion sur l'actualité à partir des récits de parents et d'amis vivant en Ukraine ou dans des territoires non contrôlés actuellement par le gouvernement ukrainien ou encore de ceux qui les ont quittés ou qui travaillent dans des organisations de la société civile, les médias jouent un rôle essentiel dans la formation de leur perception du conflit.

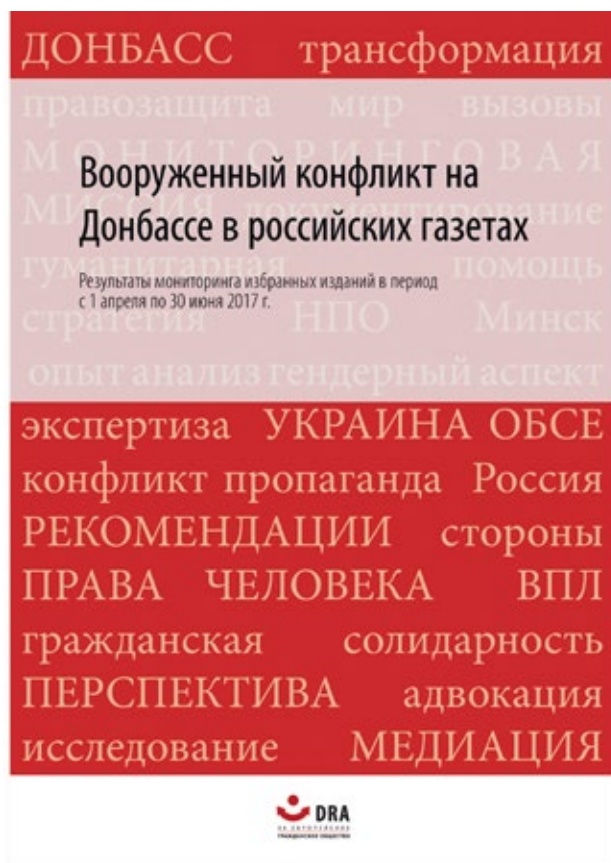
En fonction de leur positionnement politique et de leur proximité avec l'État, la présentation des événements dans différents médias peut varier considérablement. L'étude réunit le travail d'enquête de quatre médias russes, Rossiyskaïa Gazeta, Novaïa Gazeta, Kommersant et l'hebdomadaire Argoumenty i Fakty. Elle a montré que dans la plupart des cas, la couverture des informations par les médias pro-étatiques était en grande partie non critique et subjective, et qu'une attitude dépréciative prévalait. Les comparaisons proposées par les auteurs, les interprétations et évaluations de divers événements en Ukraine correspondent aux stéréotypes et aux préjugés caractéristiques du discours des médias d'État. L'étiquette donnée et l'intonation agressive utilisées pour définir l'image de l'« Autre / Étranger » est typique. Ainsi, les lecteurs russes se voient proposer des thèses selon lesquelles les sentiments nationalistes et anti-russes sont puissants en Ukraine, que son gouvernement isole délibérément les territoires des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk du reste de l'Ukraine et que le soutien de ses partenaires européens et américains s'affaiblit. En même temps, ces affirmations ne sont étayées par aucun fait et, pour les justifier, les éditions citent des propos

28 <https://jfp.org.ua/coalition/novyny-koalicii/articles/balkans-1>

29 <http://power-of-goodness.org>

30 <https://refugee.ru/>

31 <https://business.facebook.com/NGOSilaPrava/?fref=mentions>



Publication du DRA « le conflit dans le Donbass vu par les journaux russes ». Photo : DRA, tous droits réservés.

tenus par des responsables russes (exprimant la position de l'État) ou des « experts ukrainiens » qui ne sont pas nommés.

La diffusion de tels messages dans les médias forge l'opinion du lecteur selon laquelle les événements dans le sud-est de l'Ukraine sont le résultat d'un coup d'État anticonstitutionnel organisé par l'Occident que les habitants de certaines régions n'ont pas pu accepter et que ce conflit dans le Donbass est alimenté par des actions militaires et punitives du gouvernement ukrainien contre les citoyens ukrainiens. Quant au règlement de ce conflit, il est impossible sans garanties politiques sur le caractère inadmissible du nettoyage ethnique et avec la promulgation d'une loi sur un statut spécial du Donbass. Les journaux imposent aux lecteurs l'idée que la réintégration des territoires non contrôlés par l'Ukraine n'est possible que si l'on préserve leur autonomie réelle. Pour ce faire, il est nécessaire d'instaurer un dialogue direct avec les représentants, contrôlés par la Fédération de Russie, des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk.

Pour les médias qui ne reprennent pas le discours officiel, la présentation se caractérise surtout par une neutralité de l'information, la formulation de commentaires de

responsables russes et ukrainiens, l'absence de propos agressifs ou la présence principalement d'analyses au détriment de faits d'actualité. Sans prendre position pour l'une ou l'autre des parties du conflit, ni critiquer la politique étatique de la Russie, ils décrivent le conflit armé dans l'est de l'Ukraine comme déclenché en grande partie par le Kremlin, qui continue de l'alimenter toujours, notamment par la présence de militaires de carrière russes aux côtés des séparatistes.

Il existe des contradictions entre les manières russe et occidentale d'appréhender ce conflit et la présence internationale est à ce titre fondamentale. Une campagne de propagande contre l'Ukraine a été lancée en Russie pour discréditer l'ennemi, et le recours à des sanctions contre la Russie pour son manque de sérieux ou manque d'avancée dans la mise en œuvre des accords de Minsk conduit à une impasse. Seule l'Ukraine peut appliquer une part importante des accords, alors que l'Ukraine a pris un certain nombre de mesures visant à se distancier de la Russie.

Au terme de cette étude, on peut constater que la société russe dispose d'un éventail de sources d'information en droit, mais que la circulation et la disponibilité des discours pro-étatiques sont bien supérieurs. En même temps, la position des médias de masse russes pro-étatiques, n'incite pas les citoyens russes à s'engager au sein d'organisations de la société civile ou à rejoindre des initiatives destinées à agir en faveur d'un règlement du conflit. Au contraire, en percevant ce qui se passe à travers le prisme de la « grande politique », le citoyen ordinaire de la Russie continue très probablement de s'identifier à l'État et à sa politique.

« Dès les premiers jours du conflit militaire dans le Donbass, de nombreuses organisations de la société civile en Ukraine, dont l'Union ukrainienne d'Helsinki pour les droits de l'homme, ont déployé des efforts pour aider la population locale, les personnes qui ont quitté la zone de conflit, en fournissant une assistance matérielle, psychologique, médicale, juridique et autre aux victimes du conflit. Il s'agissait souvent de projets et d'actions menées conjointement avec des organisations partenaires russes, en particulier lorsqu'étaient visitées des zones non-contrôlées par l'Ukraine. Il est important de combiner ces initiatives afin d'échanger des expériences et d'attirer des partenaires et des experts efficaces, nationaux et internationaux. La plateforme CivilM+ est l'une de ces structures où se rassemblent des représentants de diverses organisations non gouvernementales d'Ukraine, de Russie et d'autres pays européens. Son objectif est d'engager un dialogue en mettant en commun le potentiel et les efforts de chacune de ces organisations et ceci constitue de fait une synergie et une motivation pour une action commune. »

*Olexandre Pavlitchenko, Union ukrainienne d'Helsinki pour les droits de l'homme (Ukraine)*

## 8. Les membres fondateurs de la Plateforme

### Le Centre Régional de Défense des Droits Humains « Alternative » de Lougansk (Ukraine)

<https://alterpravo.wixsite.com/alterpravo>

L'organisation a été fondée en 2013 à Altchevsk, dans la région de Lougansk. En raison des combats, elle a été contrainte de déménager à Kiev. Les domaines d'activité principaux sont la documentation des violations des droits humains dans le cadre du conflit armé dans le Donbass et l'implication des représentants de la société civile dans le dialogue pour la paix.

### L'Assemblée Européenne des Citoyens (AEC) (France)

<http://www.aechca.fr>

Organisation non gouvernementale œuvrant dans le domaine de la protection des droits et des libertés fondamentales, de la paix et de la démocratie. Ses principaux objectifs visent à l'introduction de normes internationales relatives aux droits et libertés fondamentales, la promotion de la résolution pacifique des conflits par la compréhension mutuelle et le dialogue, le soutien aux initiatives de la société civile.

### Le Pays des Citoyens Libres (Ukraine)

<https://kvl.org.ua>

Cette organisation publique a été créée au tout début du conflit militaire à l'est de l'Ukraine par des militants de cette région. Ses activités visent à aider les personnes déplacées internes, les résidents de la zone de l'opération anti-terroriste, ainsi qu'à réduire les conséquences du conflit militaire par le biais d'une aide humanitaire, de la protection des droits humains, d'un travail avec les enfants et les adolescents et d'un soutien psychologique.

### L'Union Ukrainienne d'Helsinki pour les Droits de l'Homme (Ukraine)

<https://helsinki.org.ua>

C'est la plus importante association d'organisations de droits humains en Ukraine qui regroupe 29 ONG et dont l'objectif est la protection des droits humains. L'UHHRU

(Ukrainian Helsinki Human Rights Union) favorise le développement d'une société basée sur le respect de la vie humaine, de la dignité et des relations harmonieuses entre l'individu, l'État et la nature, en créant une plateforme de coopération entre les membres de l'union et d'autres membres de mouvements de défense des droits humains.

### L'Union « Femmes du Don » (Russie)

<https://www.donwomen.ru>

Cet organisme public régional de défense des droits humains est axé sur la protection des droits fondamentaux de l'Homme, de la famille et des enfants, mettant en œuvre des programmes de promotion de l'égalité des sexes, de rétablissement de la paix, d'autogestion citoyenne, de développement d'une culture de la paix et de la non-violence, de la réhabilitation des personnes touchées par des conflits armés et des actes terroristes.

### Le Centre des Libertés Civiques (Ukraine)

<http://ccl.org.ua>

Organisation publique créée pour promouvoir et appliquer les valeurs des droits humains en Ukraine et sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Les principaux objectifs du centre consistent à promouvoir la mise en œuvre de réformes visant à garantir le respect des droits humains ; à instaurer un contrôle public sur les actions des forces de l'ordre, des juges et des administrations locales ; à documenter les cas de persécution politique en Crimée et de crimes internationaux dans le Donbass ; à mettre en place des activités éducatives et à participer à des programmes de solidarité internationale.

### Le Groupe pour les Droits de l'Homme de Kharkiv (Ukraine)

<http://khpg.org>

L'une des plus anciennes organisations de défense des droits humains en Ukraine mène des activités dans trois domaines: assistance aux victimes dont les droits ont été violés ; enquêtes citoyennes sur les violations des droits humains ; éducation juridique et promotion des idées relatives aux droits humains par le biais de manifestations publiques et de publications ; analyse de la situation des droits humains en Ukraine.

## Le Centre des Droits de l'Homme « Mémorial » (Russie)

<https://memohrc.org>

Les principales tâches du Centre des droits de l'homme « Mémorial » consistent à contribuer à la mise en place d'une société civile structurée et d'un État démocratique régi par le droit, en excluant toute possibilité de retour au totalitarisme. Il contribue à la construction d'une conscience publique sur la base des valeurs de la démocratie et du droit, élimine les stéréotypes totalitaires et affirme les droits individuels dans la pratique politique et la vie publique. L'organisation met en œuvre des actions pour présenter les cas de violations des droits humains devant la CEDH (Cour européenne des droits de l'Homme) ; apporter un soutien aux prisonniers politiques ; mener des enquêtes sur la situation des droits humains et du droit international humanitaire dans les « points chauds » ; contrecarrer la fabrication d'affaires criminelles liées à l'extrémisme islamique ; porter une aide juridique aux migrants et surveiller les persécutions politiques et religieuses en Asie centrale.

## Idées Pour des Changements (Ukraine)

<http://ideizmin.com.ua>

La mission du Centre d'initiatives civiques « Idées pour des changements » est de transformer la société ukrainienne d'une logique de survie vers une logique de développement en partant des communautés locales pour aller jusqu'au niveau national. L'organisation œuvre dans les domaines de la transformation et de la résolution des conflits ; de la politique étrangère et de l'information ; de l'élaboration de politiques publiques et du soutien aux réformes ; du contrôle des finances publiques ; de la diplomatie culturelle ; de l'égalité des sexes et du soutien aux leaders de ce changement.

## Citoyen et Armée (Russie)

<http://www.army-hr.ru>

Initiative publique qui réunit plusieurs organisations de défense des droits humains russes qui soutiennent les militaires, les conscrits et les personnes assurant une autre forme de service civique. Elle enquête sur les cas de violations des droits des membres de ces groupes et leur fournit une assistance juridique.

## Ukraine Action (France)

<https://ukraineaction.org>

L'association « Ukraine action » a pour objet d'informer le public français sur la situation des droits humains en Ukraine, le sort des prisonniers politiques ukrainiens en Russie et les événements liés à la guerre dans le Donbass. Développant un dialogue entre les sociétés civiles ukrainienne et française, l'organisation contribue au développement de l'État de droit en Ukraine.

## Le Deutsch-Russischer Austausch DRA e.V.(Allemagne)

<https://www.austausch.org>

L'organisation soutient une coopération ouverte et pacifique entre l'Allemagne et la Russie - dans une Europe démocratique sans frontières -, œuvrant dans le domaine social, le secteur de l'éducation, des médias et de la démocratie, de l'Histoire, de l'écologie, des initiatives civiles et de l'intégration, ainsi que des libertés civiles et des droits humains. En renforçant les contacts entre divers secteurs de la société, l'organisation soutient les échanges, la coopération et les discussions ouvertes entre volontaires, universitaires, jeunes, fonctionnaires, journalistes et autres groupes.



---

**Le Deutsch-russischer Austausch (DRA e.V.)** est une organisation non gouvernementale sans but lucratif basée à Berlin. L'organisation travaille depuis 1992 à promouvoir le développement de la démocratie en Russie et dans d'autres pays d'Europe de l'est à travers une coopération avec des ONG russes, biélorusses, ukrainiennes et d'autres pays européens ainsi qu'avec certains média indépendants par une collaboration transversale. L'organisation DRA offre aux jeunes et à d'autres personnes des programmes d'échange dans les domaines de la formation politique, la démocratie et la citoyenneté active. Elle s'efforce également d'établir des liens avec les partenaires occidentaux et agit comme une agence d'échange de volontaires entre les pays d'Europe de l'est et de l'ouest.

Ce rapport présente les travaux de la plateforme publique internationale CivilM + pour la résolution du conflit en Ukraine orientale. Cette plateforme indépendante a été créée en décembre 2017 à Vienne par des militants de la société civile ukrainienne, russe et d'autres pays européens dans le cadre du projet « Dialogue pour l'entente et la justice : les ONG européennes œuvrant ensemble pour la résolution du conflit dans le Donbass », mis en œuvre par le DRA avec le soutien du ministère des Affaires étrangères allemand. Son objectif principal est d'unir les efforts de militants civils et d'experts de différents pays et domaines d'activité pour renforcer le rôle de la société civile dans le processus de résolution de conflits.

Le rapport fournit une analyse des raisons qui ont poussé les fondateurs à créer la plateforme CivilM +, ainsi qu'un aperçu des objectifs stratégiques et des domaines de collaboration qui sont au cœur de son action pour la période 2018-2020. Il s'agit notamment d'élaborer une cartographie du conflit, de suivre et de réagir aux négociations de paix internationales, de définir les paramètres de base d'un modèle de justice transitionnelle, de réintégration de la région du conflit, de plaider ces causes et de favoriser une prise de conscience dans différents pays et à différentes échelles des sociétés. Le rapport présente également les points de vue des participants de la plateforme sur les avantages de la coopération horizontale et des réseaux internationaux de la société civile pour la résolution du conflit dans le Donbass.

Nous espérons que la publication attirera l'attention du public sur CivilM + et ses objectifs, et contribuera à ce que de nouveaux participants issus de la société civile en Europe, notamment en Ukraine et en Russie, se joignent au travail de la plateforme. Le rapport peut également être utile à ceux qui développent des coalitions, des réseaux et des plateformes de la société civile.